Biserka Cvjetičanin
IRMO/Culturelink

QUEL AVENIR ET QUELLES MISSIONS POUR L'UNESCO A L'HORIZON 2020?

L'avenir sera ce que nous en ferons.
Federico Mayor, ancien Directeur général de l'Unesco

Nous vivons dans une époque que l'on appelle postindustrielle, postmoderne, virtuelle, numérique… Les nouvelles technologies de l'information et de la communication, l'économie numérique, les nouveaux mouvements transnationaux et transculturels, l'innovation et la créativité apportent une nouvelle dynamique dans les différents domaines de l'activité humaine. Dans ce monde de changements rapides, un monde virtuel, compétitif et conflictuel, aucun pays ou région, aucune société ou groupe ne peuvent subsister restreints à eux-mêmes. L'interdépendance des cultures devient un fait de plus en plus présent dans un monde à l'intérieur duquel la production et la communication établissent des liens toujours plus étroits. La communication interculturelle prend place au centre des activités internationales et représente, comme le souligne l'Unesco dans son rapport mondial de 2009, intitulé *Investir dans la diversité culturelle et le dialogue interculturel*, un défi crucial pour l'humanité.

Mais nous vivons aussi dans une époque où 16% de la population mondiale, soit près de 800 millions d'adultes, dont deux tiers de femmes, sont analphabètes.

Une époque où 69 millions d'enfants n'ont toujours pas accès à l'école primaire. Nous vivons dans une époque où les inégalités économiques sont chaque jour plus répandues. Une époque où le fossé qui sépare les riches des pauvres se creuse au lieu de se réduire: aujourd'hui, plus d'un milliard de personnes vivent dans l'extrême pauvreté, tandis que, d'après un document publié en janvier 2013 par l'organisation philanthropique internationale Oxfam, ces vingt dernières années, les revenus des 1% des personnes les plus riches de la planète ont augmenté de 60%. D'après Oxfam, l'inégalité croissante se reflète le mieux dans le fait qu'en 2012, les 100 plus gros milliardaires possédaient quatre fois la somme qui permettrait d'éradiquer la pauvreté et la faim dans le monde. Consciente de ces graves inégalités, l'Organisation des Nations Unies a désigné comme premier Objectif du Millénaire pour le développement sur la période 2000-2015 l'éradication de l'extrême pauvreté et de la faim.

Bref historique de l'Unesco

Avant d'aborder les Objectifs du Millénaire pour le développement, permettez-moi de dire quelques mots sur l'histoire de l'Unesco.

A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, une quarantaine d'Etats, sous l'influence da la France et du Royaume-Uni, décidèrent de créer une organisation destinée à instituer une véritable culture de la paix. C'est ainsi que l'Unesco a été fondée en 1945, en tant qu'agence spécialisée des Nations Unies, chargée de promouvoir la paix à travers l'éducation, la science et la culture. Pendant les 68 ans de son engagement à la construction d'une culture de la paix, d'une 'solidarité intellectuelle et morale de l'humanité', l'Unesco a agi avec la devise: 'Construire la paix dans l'esprit des hommes et des femmes'. C'est dans ce sens que La Déclaration universelle de l'Unesco sur la diversité culturelle adoptée en 2001 réaffirme la conviction que le dialogue interculturel constitue le

meilleur gage pour la paix. Aujourd'hui, alors qu'il nous faut faire face aux nouveaux défis du monde, les missions de l'Unesco sont de contribuer à la promotion d'une culture de la paix et à l'éradication de la pauvreté, mais également à la promotion de la diversité culturelle et du dialogue interculturel à travers l'éducation (éducation pour tous et apprentissage tout au long de la vie), les sciences (mobilisation du savoir et des politiques scientifiques), la communication et l'information (soutien à la liberté d'expression et la liberté de la presse). De la Conférence mondiale sur les politiques culturelles en 1982 aux préparations du congrès international intitulé *La culture: Clé du développement durable* qui aura lieu au mois de mai 2013 en Chine, en passant par le rapport *Notre diversité créatrice* en 1995 et l'adoption de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles en 2005, l'Unesco s'efforce de restituer à la culture une place centrale dans le développement durable. Si l'Unesco réussit dans ces efforts, peut-être le développement durable ne sera-t-il plus, comme le dit François de Bernard dans son livre *La pauvreté durable*, 'un programme chevillé dans l'héritage de plus de quatre décennies d'erreurs planétaires cumulées'.

Les questions culturelles - développement culturel, diversité culturelle et coopération culturelle internationale - étant au centre de mes recherches, je me concentrerai sur cet aspect de l'Unesco, de son avenir et de ces missions.

Différentes périodes ont conduit l'Unesco à s'orienter vers différents problèmes clés, qu'il s'agisse, dans les années soixante du siècle dernier, de la décolonisation de tout un continent - le continent africain - qui entre dans la communication internationale libéré du rapport colonisé - colonisateur et fait ressortir la nécessité du changement des relations internationales existantes, ou par exemple de l'instauration d'un nouvel ordre économique international (NOEI) dans les années quatre-vingt, qui met en relief les facteurs culturels

décisifs pour le développement mondial tels que l'égalité et le respect des cultures, l'identité culturelle, la démocratisation des cultures, la communication et la coopération culturelle internationale. Dans les années soixante-dix et quatre-vingt du siècle dernier, la culture et le développement étaient au centre de nombreuses recherches et débats dans les forums internationaux. Dans les années quatre-vingt-dix, le concept de développement a été négligé par la communauté mondiale, malgré les efforts déployés par des organisations internationales et surtout l'Unesco pour que le développement soit considéré comme un aspect universel des changements historiques. En effet, qui se souvient encore de ce grand projet mondial qu'était le NOEI?

La première décennie du nouveau siècle s'est déroulée sous le signe du changement climatique, qui poursuit sa marche imprévisible, sous le signe de la crise financière et économique, qui révèle la vulnérabilité qui est le lot commun de tous les pays, sous l'impact du choc de la récession qui se fait sentir sur tous les continents. On identifie donc dans le monde contemporain un certain nombre de questions comme des problèmes de développement communs à tous. Sur cette voie, les cultures cherchent de nouveaux modes d'échange et de coopération, susceptibles d'ouvrir de plus larges possibilités de développement, sans pour autant remettre en question la diversité de leurs expressions.

C'est au début des années 2000 que la culture et le développement retrouvent leur place dans le cadre des questions globales de développement soulevées par les Objectifs du Millénaire pour le développement. Tout au long de son histoire, l'Unesco s'est inlassablement engagée pour la culture en tant que 'clé du développement', pour la 'dimension culturelle du développement', pour l'approche de la culture 'comme partie intégrante du développement'.

Objectifs du Millénaire pour le développement (2000-2015): Où se trouve 'la culture pour le développement durable'?

Les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont été adoptés lors du Sommet du Millénaire qui s'est tenu au siège des Nations Unies en septembre 2000, avec pour but principal d'éradiquer l'extrême pauvreté et la faim. L'éducation primaire pour tous, la santé et l'environnement sont aussi parmi huit objectifs du Millénaire. Des progrès considérables ont été accomplis. Par exemple, l'extrême pauvreté a été réduite de 43% en 1990 à 22% en 2008, mais force est de constater que ces chiffres se rapportent aux économies de l'Asie de l'Est, avant tout à la Chine. En revanche, les résultats de la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud sont faibles. Il est donc vrai que certains progrès ont été réalisés, mais il est clair aujourd'hui que contrairement à ce qui était prévu, les objectifs du Millénaire ne seront pas atteints d'ici 2015. Ceci est en partie à cause de la crise globale dont les conséquences continuent à peser sur le monde, mais aussi à cause de ce qu'Eduard Miralles, le président de la Fondation Interarts, décrit comme 'le mélange paradoxal entre le millénarisme euphorique des principaux leaders mondiaux et leur irresponsabilité quant à leur contribution aux engagements internationaux, tels qu'ils ressortent des Objectifs du Millénaire'.

Les Objectifs du Millénaire pour le développement embrassent et sous-tendent les stratégies et les activités de l'Unesco. Pourtant, la culture n'était pas insérée aux Objectifs du Millénaire: elle en était absente. Dix ans après le premier Sommet du Millénaire, le deuxième Sommet sur les Objectifs du Millénaire pour le développement, et la table ronde sur la culture pour le développement organisée par l'Unesco à cette occasion, qui se sont tenus au sein des Nations Unies en septembre 2010, ont mis l'accent sur l'importance de la culture pour le développement durable et sa contribution pour atteindre les Objectifs du

Millénaire. Ainsi a été reconnu pour la première fois dans le contexte des Objectifs du Millénaire le rôle de la culture comme ‘facteur transversal’ dans le cadre de l’agenda global du développement durable qui peut contribuer à la réduction de la pauvreté. La déclaration finale du Sommet, qui contient - il faut le dire - plus de bonnes intentions et de rhétorique que de mesures directes, encourage la coopération internationale dans le domaine culturel en vue d'atteindre les objectifs du développement durable. La Directrice générale de l’Unesco, Irina Bokova, a souligné à cette table ronde que la culture était un moteur pour le développement et pour la réalisation des huit Objectifs du Millénaire. Une stratégie ou une politique de développement durable ne saurait être indifférente aux questions culturelles: elles doivent non seulement être sensibles à ces questions, mais aussi tirer parti des avantages qui peuvent résulter de l’interaction dynamique entre les cultures et les bénéfices économiques et sociaux que génère le secteur de la culture. Par conséquent, et comme cela a été pointé au cours du sommet, une approche au développement prenant en compte la culture est essentielle pour aborder les divers problèmes économiques, sociaux et environnementaux, inextricablement liés entre eux, et auxquels la planète tout entière doit aujourd’hui faire face. Pourtant, au lieu d’être intégrée aux stratégies et politiques nationales de développement, la culture continue de tenir une place marginale dans les politiques et programmes nationaux et internationaux de développement.

Le huitième objectif du Millénaire porte sur le renforcement d’un partenariat mondial pour le développement en vue de la réalisation des objectifs fixée pour 2015. Bien que cette réalisation soit encore loin, cet objectif de partenariat est particulièrement important, car il concerne nombre de modalités et possibilités en vue d'une coopération mondiale qui ne saurait être basée que sur une intégration égale et active de tous les participants et sur une valorisation objective de leurs rapports, y compris des acteurs tels que l’Organisation

mondiale du commerce et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (dimension économique) ou l'Organisation internationale du travail (dimension sociale). Cette intégration pourrait entraîner une plus grande cohérence globale.

Il faut mentionner ici que la même année, précisément en décembre 2010, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une Résolution sur la culture et le développement qui souligne, pour la première fois, la contribution de la culture au développement durable et à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Il s'agit d'une avancée majeure au niveau international dans la mesure où la culture ne fait pas partie en tant que telle des OMD. Cette Résolution permet de mieux prendre en compte la dimension culturelle dans les processus de développement, de mieux intégrer la culture dans les politiques et les stratégies de développement, tout en insistant sur la contribution intrinsèque de la culture dans le développement.

Bien sûr, l'année 2015 ne marquera pas la fin du programme et déjà on pense à l'après-2015: les Nations Unies travaillent avec les gouvernements, la société civile et d'autres partenaires pour exploiter la dynamique dégagée par les OMD et poursuivre un programme de développement pour l'après-2015 avec des Objectifs de Développement durable (ODD). Des organisations de la société civile du monde entier ont déjà commencé à s'engager dans ce processus pour l'après-2015 et les établissements universitaires et autres instituts de recherche, notamment différents groupes de réflexion, sont conscients de la nécessité d'une approche critique aux Objectifs. Des propositions spécifiques pour des objectifs et des indicateurs nouveaux se font jour (par exemple dans le domaine de l'emploi, de la santé, de l'éducation), mais on accorde encore trop peu d'attention aux transformations des politiques globales capables de stimuler un partenariat au niveau international et de mettre en relief, comme le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki Moon le souligne, la dimension humaine

(*humanistic dimension)* du développement ou, comme Edgar Morin affirme dans *La Voie*: *Pour l'avenir de l'humanité*, une politique de l'humanité qui a pour mission… d'envisager les voies réformatrices qui permettraient de réduire progressivement les pires inégalités. Le Groupe des Nations Unies pour le développement a lancé plusieurs consultations thématiques mondiales et des consultations nationales dans plus de 60 pays dans le but d'impliquer un partenariat. Des portails tels que *My World* et *Le monde que nous voulons* permettent aux citoyens de s'engager davantage à travers des consultations sur le processus de développement pour l'après-2015. Cependant, malgré ces efforts dans la préparation de l'après-2015, la culture reste de nouveau absente. C'est pourquoi les nouveaux Objectifs de Développement durable (ODD) devront inclure un objectif spécifique - culture et développement durable. Peut-être faudrait-il réaffirmer que, considérée sous l'angle du développement, la culture ne possède pas d'objectifs particuliers qui soient indépendants des finalités du développement en général. De là découle d'ailleurs le rôle spécifique de la culture au sein du processus du développement, puisqu'elle transcende la division sectorielle des domaines, permettant ainsi la communication entre les différentes catégories de la créativité humaine, entre les différentes sociétés, les différents pays, groupes et individus.

Il incombe à l'Unesco de réfléchir à ces défis du développement, tout en s'appuyant sur l'expérience acquise dans la réalisation des OMD ainsi qu'aux résultats de la conférence Rio+20 - la Conférence des Nations Unies sur le développement durable qui s'est tenue au Brésil l'année dernière (juin 2012).

Rio+20: Miser sur la culture comme gage de durabilité

"Miser sur la culture comme gage de durabilité", c'est le titre du rapport dressé par Jordi Pascual, coordinateur de la Commission Culture de Cités et

Gouvernements Locaux Unis (CGLU). La contribution de CGLU à la promotion du rôle de la culture dans le développement durable était très importante au cours des dix dernières années (surtout avec *l'Agenda 21 de la culture,* 2004). Le rapport de Jordi Pascual présente une synthèse de la stratégie que cette Commission a développée pour influencer la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, mieux connue sous le nom de Rio+20, et qui s'est tenue en 2012. Ce rapport constate qu'il y a toujours un fossé entre les grands axes de développement et le rôle de la culture. On s'y réfère au document de Cités et Gouvernements Locaux Unis, *La culture comme quatrième pilier du développement durable*, rendu public en 2010 et qui explique que la vision tridimensionnelle du développement - croissance économique, inclusion sociale et équilibre environnemental - n'est pas suffisante, affirmant que la créativité, la connaissance et la diversité sont des bases indispensables pour atteindre le dialogue et la paix.

Le programme officiel du sommet Rio+20 n'a pas inclus le thème de la culture et du développement. Le document final de Rio+20, intitulé *L'avenir que nous voulons*, n'a pas mis en exergue la capacité de la culture à soutenir de manière conséquente le développement durable. Certes, ce document mentionne la culture dans certains paragraphes, mais il ne reconnaît ni l'importance de la dimension culturelle du développement au niveau mondial, ni une perspective plus intégrée. Comme Jordi Pascual l'affirme, 'les pays qui incluent explicitement la culture comme dimension du développement durable sont plus prospères et leurs citoyens jouissent d'une plus grande liberté et de plus de bien-être'. Le document final du sommet manque d'une vision holistique de la culture dans le développement durable. On ne peut réduire la question du développement durable à celle d'une croissance, fût-elle verte. Un développement ne peut être durable que s'il est intégral, que si ses différentes dimensions s'équilibrent et s'inspirent mutuellement. L'importance de la mise

en réseaux et de l'interaction des politiques culturelles avec les politiques économiques, sociales et environnementales n'est pas encore comprise à sa juste mesure, bien que cette approche équilibrée qui inclut tous les quatre piliers du développement durable, puisse être à l'origine d'un nouveau modèle de développement. C'est pourquoi le processus continue pour que la culture constitue une partie essentielle de l'après-2015 des Nations Unies et plus spécialement de l'Unesco sous la devise: 'La culture en tant que conductrice et facilitatrice du développement durable'.

Le congrès sur la culture et le développement que l'Unesco organise sous le titre *La culture: Clé du développement durable* en Chine dans deux mois, sera une rencontre décisive pour ceux qui misent en faveur de la culture dans l'après-2015. Ce Congrès international a pour but de souligner le rôle de la culture dans le développement durable et d'inviter à un débat pour l'après-2015. Il faut trouver de nouveaux modes d'action ou, comme le dirait l'écrivaine sud-africaine Nadine Gordimer en paraphrasant Marcel Proust, et que cite un document de Rio+20: D*on't hesitate to go too far, the truth lies beyond it* (N'hésitez pas à aller trop loin, la vérité est par-delà).

Et par ces mots de Nadine Gordimer, nous arrivons à la diversité culturelle, à la conscience des spécificités culturelles qui constituent un facteur et une motivation puissante de développement. La diversité et le pluralisme culturels assurent la tolérance à l'égard des approches et des pratiques de développement différentes. Ils font ressortir la question de la démocratisation des cultures qui concerne aussi bien les relations à l'intérieur des systèmes de valeurs établis par différentes cultures que les relations entre les cultures elles-mêmes.

Diversité culturelle, dialogue interculturel et réseaux culturels

Les approches nouvelles de la diversité culturelle aspirant à promouvoir les spécificités culturelles comme fondement de la communication interculturelle, démontrent qu'il est aujourd'hui impossible d'évoquer la diversité culturelle sans se référer à la communication et au dialogue interculturels. C'est pourquoi le dialogue interculturel et la diversité culturelle acquièrent une place centrale au sein des politiques culturelles menées dans le monde.

Le dynamisme de la diversité culturelle présente deux points importants, à savoir la mobilité et les migrations transnationales, dont le rythme s'est accéléré à un point tel qu'il suscite des effets surprenants dans beaucoup de pays et de villes. Les migrations transnationales touchent aujourd'hui tous les pays du globe et font naître des préoccupations majeures pour les décideurs publics, tant au niveau local, national, qu'international. L'économiste américain Tyler Cowen souligne avec raison qu'il faut se demander avant tout quelle sorte de diversité ont apporté les processus de mondialisation. La diversité culturelle est en perpétuelle transformation. Elle est comprise aujourd'hui non seulement comme notre héritage commun, mais aussi comme une ressource permettant le développement de tous les groupes, sans s'opposer pour autant aux modes de production différents. Ce n'est qu'en comprenant la diversité culturelle dans toute sa complexité que l'on pourra la mettre en valeur en tant que l'une des ressources fondamentales du développement durable et ce sera un des plus importants points pour l'avenir de l'Unesco.

Il serait difficile de parler de l'interdépendance de la diversité culturelle et de la communication interculturelle sans aborder la question de la culture numérique (*digital culture*). Comment les nouvelles technologies de communication, et plus spécialement l'Internet, offrent-elles de nouvelles chaînes de communication,

comment promeuvent-elles des formes spécifiques de créativité qui deviennent de plus en plus déterritorialisées? Quelle est leur influence sur l'affirmation et la dynamique de la diversité culturelle, étant donné que la culture numérique ne transforme pas seulement notre monde, mais aussi la manière dont nous comprenons et saisissons ce monde? Il faudra, aujourd'hui et dans l'avenir, identifier toute une série de phénomènes nouveaux représentant un vrai défi pour la diversité culturelle.

La communication interculturelle étant un processus dynamique de relations mutuelles, de transmission et d'échange des valeurs culturelles, elle est donc étroitement liée à la diversité culturelle qui - je cite l'Unesco - 'se nourrit d'échanges constants et d'interaction entre les cultures'. Pourtant, il est nécessaire de rappeler ici qu'une partie du monde, à savoir le continent africain, ne participe avec ses biens et services culturels qu'à hauteur d'à peine 1% à ces échanges internationaux. En revanche, plus de soixante-dix pour cent de l'échange international des biens culturels reviennent à trois pays parmi les plus riches dans le monde (les Etats-Unis, le Royaume-Uni et le Japon); dans les échanges de musique leur part s'élève à pas moins de 72%. Ces échanges culturels inégaux, qui se traduisent par l'absence de la majorité des pays en développement dans l'échange international des biens et service culturels, démontrent de façon éclatante pourquoi nous avons besoin de mettre en œuvre la Convention de l'Unesco sur la Protection et la Promotion de la Diversité des Expressions Culturelles adoptée en 2005. Pourquoi la Convention? Parce qu'elle a pour objectif de renforcer le lien entre culture et développement pour tous les pays, et en particulier les pays en développement. Parce qu'elle vise à encourager l'interaction culturelle et le dialogue culturel, à établir une nouvelle approche à la coopération internationale. Parce qu'elle promeut l'ouverture vers d'autres pays de par le monde. Parce qu'avec elle, de nouvelles règles fondamentales dans le cadre juridique international sont appelées à s'établir.

Parce qu'elle reconnaît la nature spécifique des biens et services culturels en tant que biens marchands, mais en affirmant qu'ils sont avant tout porteurs d'identité, de valeurs et de sens qui transcendent leur dimension commerciale. Parce que la Convention insiste sur l'égalité et le respect de toutes les cultures, y compris celles des personnes appartenant aux minorités et celles des peuples autochtones. C'est la condition première pour la création de nouveaux rapports de développement qui définiront notre avenir. La Convention n'est pas subordonnée aux autres conventions et traités: elle précise un soutien mutuel, une complémentarité et une non-subordination dans les relations avec d'autres instruments internationaux, ce qui lui confère un statut d'égalité avec ces instruments, notamment ceux à caractère économique telle l'Organisation mondiale du commerce. Et l'on remarque que depuis ces dernières années l'influence de la Convention se fait ressentir lors des négociations internationales commerciales (par exemple avec l'accord de libre échange Union européenne/Etats-Unis, des négociations à haut risque pour la diversité culturelle, etc.). Dorénavant, il sera difficile, affirme Ivan Bernier, un des fondateurs de la Convention, de débattre de la relation commerce - culture en ignorant la nature spécifique des biens et services culturels.

La Convention met en relief le besoin de soutenir le développement des industries culturelles et créatives des pays du Sud et de mettre en place des mesures destinées à les protéger et à les projeter sur la scène internationale - dans le marché mondial et les circuits de distribution. Les industries culturelles et créatives sont caractérisées par la situation ambiguë dans laquelle elles sont placées - d'un côté, elles nourrissent des ambitions de création artistique et, de l'autre, elles se doivent de répondre à une logique de rentabilité industrielle. Actuellement, rares sont les pays en développement qui parviennent à exporter leurs industries culturelles sur le marché international (comme le cinéma indien et cinéma nigérian, qui ne représentent à ce jour que de rares exceptions dans le

paysage des échanges culturels mondiaux). Mais un soutien apporté aux nouveaux marchés locaux de biens et services culturels peut faciliter leur entrée efficace sur les marchés internationaux. Les industries culturelles sont devenues de puissants moteurs de la croissance économique, générant des revenus et un nombre d'emplois très importants. Bien que les industries culturelles et la créativité constituent de plus en plus un vecteur stratégique de l'innovation et présentent un secteur dynamique, la promotion d'une circulation et d'échanges plus équilibrés, plus équitables et bénéfiques tant pour les pays développés qu'en développement, ainsi que la promotion progressive de la consommation de biens et services culturels d'origines diverses par des publics de plus en plus larges, telles sont les missions qui incombent à l'Unesco dans l'avenir.

Afin de soutenir les industries culturelles et créatives, la collaboration au niveau international ainsi que la mise en réseaux doivent être favorisées - tel est le message d'une étude intitulée *La dimension entrepreneuriale des industries culturelles et créatives*. En effet, le rôle que jouent les réseaux culturels dans la protection et la promotion de la diversité culturelle est important au niveau mondial. Grâce à la mise en circulation de différentes idées, valeurs et expériences, c'est à travers les réseaux de communication que se réalisent de nouveaux modes d'échanges, d'interaction et de participation. Par leur ouverture, leur caractère démocratique, horizontal et flexible, les réseaux affirment la diversité culturelle et facilitent le dialogue interculturel. D'ailleurs, la vocation même des réseaux n'est-elle pas de témoigner du pluralisme culturel en tant que chance pour l'interaction, à la faveur de laquelle les cultures expriment leurs spécificités mais aussi leur tolérance et leur ouverture vis-à-vis des autres cultures? Au moyen des réseaux, les différentes sociétés et systèmes de production peuvent s'insérer dans la communication internationale et accéder aux marchés: les réseaux culturels aident à diffuser des idées et à accroître les échanges de biens culturels, spécialement là où, pour citer l'économiste Sakiko

Fukuda-Parr, ‘ces échanges sont empêchés par la domination de certains protagonistes ou des monopoles’. Aussi pourrions-nous dire qu’au fond, notre monde globalisé peut être perçu comme un réseau de différentes cultures qui éprouvent un besoin permanent d’entretenir des relations interactives pour pouvoir exister et développer des valeurs, des créations et des pratiques nouvelles. Avec des compétitions croissantes enclenchées, par exemple, par la Chine, l’Inde ou le Brésil, il est crucial que les réseaux puissent attirer l’attention sur une variété de systèmes de valeurs et d'expériences différentes dans le monde, et les faire comprendre. Les réseaux réclament aujourd’hui des modèles nouveaux de travail, de coopération et de partenariat pour l’après-2015. L’avenir apportera peut-être un concept nouveau d’identité, *networked identity*, identité en réseau, non pas dans un sens technologique d’identité en ligne, mais dans celui d’un processus par lequel des valeurs culturelles clé (en premier lieu la démocratisation des rapports entre les différentes cultures) et un dialogue culturel global se réalisent.

Vers une interdépendance des cultures en tant qu’interdépendance de développement

J’ai débuté ma conférence en évoquant notre monde de changements rapides. En abordant la conclusion, permettez-moi de reprendre ce mot: changements, *changes*. Aujourd’hui les projets et les perspectives se concentrent sur l’après-2015, par exemple sur l’Europe 2020 et 2030… on jette aussi un regard vers 2060, dans une étude de l’OCDE qui souligne que les 50 prochaines années connaîtront des changements majeurs dans la composition de l’économie mondiale (étant donné la croissance rapide de la Chine et de l’Inde) ainsi que des déséquilibres mondiaux dangereux et qui parle des scénarios alternatifs qui incluent des réformes profondes des politiques publiques. Une autre étude prévoit le rattrapage des économies des pays émergents: alors que la Chine

devrait dépasser les Etats-Unis en 2017, l'économie russe pourrait doubler l'économie allemande et devenir la principale économie européenne en 2020. Des Etats comme le Mexique et l'Indonésie rattraperaient le Royaume-Uni et la France d'ici 2050.

Des questions s'imposent à l'Unesco sur les conséquences et la dimension culturelle d'une telle croissance, sur l'impact de ces changements sur la diversité culturelle en tant que ressource du développement durable. Un des Forums du Futur que l'Unesco organise régulièrement, recommande très justement d'imaginer le futur de l'Afrique au-delà des modèles de rattrapage et de convergence. De nouveaux modèles spécifiques aux réalités des sociétés distinctives, qui sont en train de naître pour réfléchir sur l'avenir, ne se limitent pas à la sphère économique mais sont l'expression d'une interaction de développement entre les différents domaines, des approches interdisciplinaires et transversales qui embrassent le progrès technologique, le changement démographique, le déséquilibre global et les politiques structurelles. L'interdépendance de tous les processus de changements ne peut pas être comprise comme une unification du développement en général, et du développement culturel en particulier, mais au contraire, comme une ouverture de différentes possibilités et perspectives de développement. C'est ainsi qu'à travers une coopération, une interdépendance des cultures, s'affirment des approches et des expériences différentes des pays et des sociétés particuliers, s'affirment la tolérance et l'innovation. Bien sûr, en parlant de l'avenir et des défis/missions de l'Unesco, on pourrait se concentrer sur la crise financière à laquelle fait face l'Unesco ou sur la refondation de l'Unesco face aux difficultés actuelles de fonctionnement. Mais je suis sûre que l'Unesco aura assez de force pour surmonter ces difficultés. Ce qui est et sera au premier plan des défis/missions de l'Unesco, ce sont les véritables priorités de développement de

ce monde qui nous appartient à tous, et sa contribution décisive à la résolution de grands enjeux de notre siècle.

L'Unesco n'a pas seulement suivi les changements: elle a été initiatrice de changements. Les problèmes transnationaux, quel que soit leur nature - environnementale, sociale, économique - trouvent de plus en plus difficilement des solutions à l'échelle nationale. L'approche sectorielle a également montré ses limites. La mise en réseaux des cultures et le dialogue interculturel, les valeurs culturelles et la diversité des expressions culturelles que l'Unesco promeut se situent au centre des évolutions mondiales. L'interdépendance des cultures en tant qu'interdépendance de développement représente une pluralité des valeurs et des rapports entre les cultures et leur pleine reconnaissance. Cette approche culturologique permet une vue d'ensemble sur la condition de l'homme et de la société dans le monde contemporain et ouvre les nouvelles perspectives dans l'avenir.

Références:

L'avenir que nous voulons/*The Future We Want*. Le document final de Rio+20, Résolution adoptée par l'Assemblée Générale de l'ONU, 11 Septembre 2012, 49 pages

Bernard, François de. *La Pauvreté durable* suivi de *Le Gouvernement de la pauvreté.* Paris, Editions du Félin, 2002, 206 pages, ISBN: 2-86645-466-9

Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Paris, UNESCO, CLT-2005/Convention diversite-cult rev, 2005, 18 pages
http://www.unesco.org/new/fr/culture/themes/cultural-diversity/2005-convention

Cowen, Tyler. *Creative Destruction: How Globalization is Changing the World's Cultures*. Princeton, Princeton University Press, 2004, 192 pages, ISBN-10: 069 1117837

La culture comme quatrième pilier du développement durable. CGLU, 2010
http://www.coalitionfrancaise.org/wp-content/uploads/2010/11/CGLUCulture4pilierDD_fra1.pdf

Investing in Cultural Diversity and Intercultural Dialogue. UNESCO World Report, Paris, UNESCO Publishing, 2009, 420 pages

Looking to 2060: Long-term global growth prospects. OECD Economic Policy Papers No.3, OECD Publishing, 2012, 31 pages, ISSN 2226583X

Miralles, Eduard. *Millenium*. Barcelona, Interarts, Cyberkaris no. 95 - October 2010, p.1

Morin, Edgar. *La Voie: Pour l'avenir de l'humanité.* Paris, Fayard, 2012, 544 pages, ISBN-10 : 2818501784

Pascual, Jordi. *Rio+20 et la culture: Miser sur la culture comme gage de durabilité.* Rapport-6, CGLU, Décembre 2012, 23 pages

Quelle UNESCO pour l'avenir. Forum de réflexion. UNESCO, 2006, 187 pages

The cost of inequality: how wealth and income extremes hurt us all. Oxfam, 18 January 2013, 5 pages

The Entrepreneurial Dimension of Cultural and Creative Industries. Utrecht, HKU - Hogeschool vor de Kunsten Utrecht, 2010, 238 pages

United Nations General Assembly. *Keeping the promise: united to achieve the Millennium Development Goals (MDG).* Outcome Document of the 2010 MDG Summit, 2010, A/65/L.1

United Nations General Assembly. *Culture and development.* Note by the Secretary-General, 2011, A/88/187

UN System Task Team on the Post-2015 UN Development Agenda. *Culture: a driver and an enabler of sustainable development.* UNESCO, 2012, 10 pages